



REGLEMENT DE CONSULTATION

n° B24-02256-FL

Prestations de reprographie du CEA Grenoble

MARCHE RESERVE

Les principales étapes de la procédure sont les suivantes :

Etapes de la procédure	Calendrier et dates limites
Date limite des questions des soumissionnaires	02/01/25
Date limite de remise des candidatures et des offres	14/01/25 - 16h00

SOMMAIRE

ARTICLE 1 - GENERALITES.....	3
ARTICLE 2 - DOCUMENTS APPLICABLES A LA CONSULTATION	4
2.1 - DISPOSITIONS GENERALES.....	4
ARTICLE 3 - CONDITIONS DE LA CONSULTATION	4
3.1 - PROCEDURE	4
3.1.1 - <i>Généralités</i>	4
3.1.2 - <i>Groupement momentané d'entreprises</i>	5
3.1.3 - <i>Variantes</i>	5
3.2 - QUESTIONS DES SOUMISSIONNAIRES	5
3.3 - CONDITIONS DE PRIX	5
3.4 - SOUS-TRAITANCE	5
3.5 - CONFIDENTIALITE	6
3.6 - VALIDITE DES OFFRES.....	6
3.7 - UTILISATION DE LA PLATEFORME DE DEMATERIALISATION DU CEA (PLACE)	6
ARTICLE 4 - PRESENTATION DE LA CANDIDATURE ET DE L'OFFRE	6
4.1 - DOSSIER « CANDIDATURE » :.....	6
4.2 - DOSSIER « OFFRE » :.....	8
4.2.1 - <i>Offre administrative</i> :	8
4.2.2 - <i>Offre technique</i> :	9
4.2.3 - <i>Offre commerciale</i> :	10
ARTICLE 5 - REMISE DES OFFRES ET DES CANDIDATURES	10
5.1 - DATE LIMITE DE REMISE DES CANDIDATURES ET DES OFFRES	10
5.2 - FORME DE REMISE DES CANDIDATURES ET DES OFFRES	10
ARTICLE 6 - VERIFICATION DES CANDIDATURES ET JUGEMENT DES OFFRES.....	11
6.1 - VERIFICATION DES CANDIDATURES	11
6.2 - CRITERES DE SELECTION DES OFFRES.....	11
ARTICLE 7 - DOCUMENTS RELATIFS AU RESPECT DE LA REGLEMENTATION FISCALE ET SOCIALE A FOURNIR PAR L'ATTRIBUTAIRE DU MARCHE.....	11
ARTICLE 8 - RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES.....	11
8.1 - INTERLOCUTRICES TECHNIQUES	12
8.2 - INTERLOCUTRICES COMMERCIALES	12
ARTICLE 9 - SUIVI DES FOURNISSEURS.....	12

ARTICLE 1 - GENERALITES

1.1 - Objet

Le présent règlement de consultation a pour objet de définir les conditions de la consultation relative aux **prestations de reprographie pour le CEA Grenoble (site de Grenoble, site de l'INES situé au Bourget du Lac ainsi que les Plateformes Régionales de recherche et de Transfert Technologique (PRTT)) implantées en France.**

Les prestations de reprographie sont réalisées en dehors du site du CEA Grenoble.

Les prestations concernant les services implantés sur le site de Grenoble font l'objet de livraisons tandis que les prestations relatives aux sites de l'INES et des PRTT se font par correspondance.

Le soumissionnaire retenu à l'issue de la procédure pour les prestations définies dans le présent règlement, sera titulaire d'un **accord cadre mono attributaire** mis en place par le CEA.

1.2 - Marché réservé

Conformément à l'article L.2113-12 du Code de la commande publique, l'accord-cadre est réservé à des entreprises adaptées mentionnées à l'article L. 5213-13 du code du travail, à des établissements et services d'aide par le travail mentionnés à l'article L. 344-2 du code de l'action sociale et des familles ainsi qu'à des structures équivalentes, dès lors que ces structures emploient une proportion minimale, fixée par voie réglementaire, de travailleurs handicapés qui, en raison de la nature ou de la gravité de leurs déficiences, ne peuvent exercer une activité professionnelle dans des conditions normales.

1.3 - Non allotissement

L'objet du marché ne permet pas l'identification de prestations distinctes et ne peut donc pas faire l'objet d'un allotissement conformément à l'article L2113-10 du code de la commande publique.

1.4 - Forme de l'accord-cadre

Le marché public à attribuer est un accord-cadre mis en oeuvre **en partie** par l'émission de bons de commande (pour les BPU définis dans l'annexe n°2 du projet d'accord-cadre) conformément aux articles R. 2162-13 et R.2162-14, **et en partie** par la conclusion de marchés subséquents conformément aux articles R.2162-7 et R. 2162-9 du Code de la Commande Publique.

L'accord cadre est **mono attributaire**.

Le CEA émettra des bons de commande ou marchés subséquents selon la procédure définie dans le projet d'accord-cadre.

L'accord-cadre est conclu pour une durée ferme de 3 ans fermes, reconductible une fois pour une période d'un an par affermissement d'une tranche optionnelle.

L'accord-cadre ne comporte pas d'engagement de commande et est plafonné à **900 000 € HT maximum** (y compris avec les marchés subséquents), tranche optionnelle de prolongation comprise.

ARTICLE 2 - DOCUMENTS APPLICABLES A LA CONSULTATION

2.1 - Dispositions générales

La présente procédure est régie, par ordre de priorité décroissant, par les documents suivants :

- les prescriptions de Sécurité et leurs annexes (référentiels correspondants) ;
- les dispositions particulières fixées dans le présent règlement de consultation,
- les prescriptions techniques et leurs annexes (le cahier des charges référencé DG-DG-CEAGRE-DPEI-SLE-24-11-002394 indice 0 du 22/09/24 et ses annexes),
- le projet d'accord-cadre référencé B24-02256-FL,
- les règles applicables aux Entreprises Extérieures (Titulaires ou sous-traitants de marchés), indice A et le règlement intérieur ;
- les Conditions Générales d'Achat (CGA) du CEA (édition de janvier 2022) ;
- le Cahier des Clauses Sociales Particulières (C2SP) ;
- les documents normatifs (normes, documents techniques unifiés, etc ...).

Le soumissionnaire reconnaît expressément avoir pris connaissance de ces documents et les avoir acceptés.

Les conditions générales de vente du soumissionnaire, hormis celles issues de dispositions légales impératives, sont inopposables au CEA quelle qu'en soit la forme.

Les Conditions Générales d'Achat du CEA (édition de janvier 2022) peuvent être adressées aux soumissionnaires sur simple demande.

Les annexes suivantes font partie intégrante du présent règlement de consultation :

- Annexe 1 : Dématérialisation de la procédure,
- Annexe 2 : Règles applicables aux Entreprises Extérieures (Titulaires ou sous-traitants de marchés),
- Annexe 3 : le Cahier des Clauses Sociales Particulières (C2SP),
- Annexe 4 : Scénario sur le Bordereau de prix unitaires.

ARTICLE 3 - CONDITIONS DE LA CONSULTATION

3.1 - Procédure

3.1.1 - Généralités

La procédure retenue est une **procédure formalisée d'appel d'offres ouvert**.

La participation des candidats à la présente consultation emporte leur pleine acceptation sur cette procédure.

Votre entreprise n'aura droit à aucune indemnité pour les études et frais divers qu'elle aura engagés pour la préparation de l'offre.

Sans que sa responsabilité ne puisse être engagée, le CEA se réserve la possibilité :

- de déclarer infructueuse la consultation s'il n'a obtenu aucune offre ou uniquement des offres irrégulières, inacceptables ou inappropriées au sens des articles L2152-2 à L2152-4 du Code de la commande publique,
- de ne pas donner suite à la consultation,
- de ne pas donner suite au projet après le dépouillement des offres dont il garantit le caractère confidentiel en toute hypothèse.

Le CEA se réserve le droit d'apporter, au plus tard **le 07/01/25**, des modifications de détail au dossier de consultation.

Les soumissionnaires doivent alors répondre sur la base du dossier de consultation modifié, sans pouvoir n'élever aucune réclamation à ce sujet.

Si pendant l'étude du dossier par les soumissionnaires, la date limite de remise des offres était reportée, la disposition précédente serait applicable en fonction de cette nouvelle date.

Les conditions d'exécution du marché CEA et les différentes dispositions applicables font l'objet d'un projet de marché joint au dossier de consultation. Ledit projet, dont les dispositions financières seront à préciser, correspond au document qui sera proposé à la signature de l'entreprise retenue, sous réserve de modifications mineures de mise au point du marché.

3.1.2 - Groupement momentané d'entreprises

En cas de groupement momentané d'entreprises, celui-ci peut être solidaire ou conjoint. Si le groupement est conjoint, le mandataire doit être solidaire de ses cotraitants.

Il est interdit de cumuler les candidatures :

- en qualité de candidat individuel et de membre d'un ou plusieurs groupements :
- en qualité de membre de plusieurs groupements.

S'agissant d'un marché réservé (conformément à L.2113-12 du Code de la commande publique), toutes les structures/entreprises du groupement devront impérativement être des entreprises adaptées mentionnées à l'article L. 5213-13 du code du travail ou des établissements et services d'aide par le travail mentionnés à l'article L. 344-2 du code de l'action sociale et des familles ou des structures équivalentes.

3.1.3 - Variantes

Le CEA n'autorise pas la présentation de variantes.

3.2 - Questions des soumissionnaires

Les questions éventuelles des soumissionnaires doivent être communiquées par écrit et transmises **via la plateforme de dématérialisation des procédures de passation des marchés du CEA (PLACE)** au plus tard le **2 janvier 2025**.

La plateforme de dématérialisation des procédures de passation des marchés du CEA est accessible sur l'URL suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr>

Les dispositions à suivre sont indiquées dans l'annexe 1 du présent règlement de consultation.

Une réponse écrite de la part du CEA sera fournie à tous les soumissionnaires.

3.3 - Conditions de prix

Les prix proposés seront établis aux conditions économiques du mois de remise de l'offre et suivant les dispositions contenues dans le projet de marché joint au présent dossier de consultation.

Les prix incluent toutes les sujétions définies dans les documents cités à l'article 2 du présent règlement de consultation.

3.4 - Sous-traitance

Les soumissionnaires sont informés de ce que l'activité qu'ils confieraient à un sous-traitant, après accord exprès, préalable et écrit du CEA, ne pourra pas être sous-traitée par le sous-traitant, sauf dérogation exceptionnelle accordée par le CEA.

Si le soumissionnaire envisage de sous-traiter une partie de la prestation, il devra faire connaître, lors de sa soumission, l'identité, l'adresse de son (ses) sous-traitant(s) et la nature des parties sous-traitées. Les sous-traitants pourront également être déclarés en cours d'exécution du marché. Le recours à la sous-traitance sera effectué dans le cadre de la loi 75-1334 du 31 décembre 1975 modifiée.

Le CEA se réserve le droit de demander la communication du (des) contrat(s) de sous-traitance ou (et) de ne pas accepter un (des) sous-traitant(s) proposé(s).
Le soumissionnaire présentera obligatoirement le(s) sous-traitant(s) à l'acceptation du CEA en remettant le formulaire de demande d'acceptation de sous-traitant annexé au projet d'accord-cadre.

S'agissant d'un marché réservé conformément à L.2113-12 du Code de la commande publique, les éventuels sous-traitants devront impérativement être des entreprises adaptées mentionnées à l'article L. 5213-13 du code du travail ou des établissements et services d'aide par le travail mentionnés à l'article L. 344-2 du code de l'action sociale et des familles ou des structures équivalentes.

3.5 - Confidentialité

Les obligations en matière de confidentialité sont régies par l'article 11 des Conditions Générales d'Achat du CEA et par les dispositions du projet d'accord-cadre relatives à la protection du secret de la défense nationale.

Les sociétés consultées ne doivent pas utiliser ou transmettre des informations issues de la présente consultation à des tiers dans un but autre que celui de répondre à la présente consultation.

Le soumissionnaire s'engage à ne jamais communiquer ou publier en France ou à l'étranger, sans l'autorisation préalable et écrite du CEA, les résultats des études auxquelles auront pris part ses salariés, ainsi que les renseignements de toute nature dont ils auront eu connaissance à l'occasion de la présente consultation et notamment les informations relatives aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE).

Le soumissionnaire doit préciser quelles sont les informations confidentielles contenues dans son offre. Il précise l'usage qui peut en être fait, la durée de l'obligation de confidentialité, les personnes tenues au secret et les personnes auxquelles l'information ne doit pas être transmise.

3.6 - Validité des offres

Les offres demeurent valables pendant une durée de **quatre mois** à compter de leur date limite de remise.

3.7 - Utilisation de la plateforme de dématérialisation du CEA (PLACE)

Les modalités d'utilisation de la plateforme de dématérialisation figurent à l'annexe 1 du présent règlement de consultation.

ARTICLE 4 - PRESENTATION DE LA CANDIDATURE ET DE L'OFFRE

4.1 - Dossier « Candidature » :

Si un dossier de candidature complet a déjà été transmis au CEA Grenoble dans le cadre d'une procédure antérieure de l'année en cours, seul le formulaire DC1 (ou équivalent) est suffisant pour faire acte de candidature à condition de préciser la référence de la procédure antérieure concernée et de confirmer que les documents sont toujours valables. Le formulaire DC1 (ou équivalent) doit être complété, si nécessaire, par les nouveaux documents et/ou ceux à mettre à jour.

Le dossier de candidature doit être composé impérativement des éléments suivants :

- **le justificatif attestant du (ou des) statut(s) du (ou des) ESAT (autorisation d'exercer) ou de l'EA (ou des EA) (attestation d'agrément).**
- **le formulaire DC1** (Lettre de candidature et habilitation du mandataire par ses cotraitants) ou une lettre de candidature signée par une personne habilitée à engager le candidat ou habilitant le mandataire d'un groupement à représenter le groupement

accompagnée d'une attestation sur l'honneur contenant l'ensemble des informations demandées à la page 3 de ce formulaire.

- le **formulaire DC2** (Déclaration du candidat individuel ou du membre du groupement)(ou équivalent).

Ces formulaires sont disponibles sur le site Internet suivant :

<http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-marches-publics>

ou un document unique de marché européen (**DUME**) disponible sur <https://ec.europa.eu/tools/espd/filter?lang=fr>

- lorsqu'il appartient à un groupe, une attestation certifiant de son autonomie commerciale et de sa situation de concurrence vis à vis des autres entreprises du groupe.

Capacité économique et financière :

- Déclaration concernant le **chiffre d'affaires global du candidat** et, le cas échéant, le chiffre d'affaires du domaine d'activité faisant l'objet du marché public, portant au maximum sur les trois derniers exercices disponibles en fonction de la date de création de l'entreprise ou du début d'activité de l'opérateur économique, dans la mesure où les informations sur ces chiffres d'affaires sont disponibles ;
- Déclarations appropriées de banques ou, le cas échéant, preuve d'une **assurance des risques professionnels pertinents** ;
- **Bilans ou extraits de bilan, concernant les trois dernières années**, des opérateurs économiques pour lesquels l'établissement des bilans est obligatoire en vertu de la loi.

Si, pour une raison justifiée, l'opérateur économique n'est pas en mesure de produire les renseignements et documents demandés, il est autorisé à prouver sa capacité économique et financière par tout autre moyen.

Capacité technique et professionnelle :

- Une **liste des principaux services fournis au cours des trois dernières années**, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé. Les livraisons et les prestations de services sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration de l'opérateur économique ;
- Une déclaration indiquant les **effectifs moyens annuels du candidat** et l'importance du personnel d'encadrement pendant les trois dernières années ;
- Une description de **l'outillage, du matériel et de l'équipement technique** dont le candidat disposera pour la réalisation du marché public ;
- La description de l'équipement technique ainsi que des mesures employées par le candidat pour s'assurer de la **qualité** et des moyens d'étude et de recherche de son entreprise ;
- Des certificats établis par des instituts ou services officiels chargés du contrôle de la **qualité** et habilités à attester la conformité des fournitures par des références à certaines spécifications techniques. Toutefois, d'autres preuves de mesures équivalentes de garantie de la qualité produites par les candidats sont acceptées, si ceux-ci n'ont pas accès à ces certificats ou n'ont aucune possibilité de les obtenir dans les délais fixés ;

- Des **certificats de qualification professionnelle** établis par des organismes indépendants. Dans ce cas, l'acheteur accepte tout moyen de preuve équivalent ainsi que les certificats équivalents d'organismes établis dans d'autres Etats membres.

En cas de groupement momentané d'entreprises, tous les membres doivent fournir les éléments demandés ci-dessus.

Si le candidat recourt à la sous-traitance, il doit produire les mêmes documents concernant ce sous-traitant. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de ce sous-traitant pour l'exécution du marché, le candidat produit un engagement écrit de ce sous-traitant.

Il est rappelé que les cotraitants et sous-traitants devront impérativement être des entreprises adaptées mentionnées à l'article L. 5213-13 du code du travail ou des établissements et services d'aide par le travail mentionnés à l'article L. 344-2 du code de l'action sociale et des familles ou des structures équivalentes.

4.2 - Dossier « Offre » :

Le dossier de l'offre doit être composé impérativement des éléments suivants :

4.2.1 - Offre administrative :

- Les **attestations d'assurance** civile, professionnelle en cours de validité.
- Le **projet d'accord-cadre et ses annexes**, à titre de document contractuel, dûment **complété**, paraphé et signé, attestant de l'acceptation de ses termes par le soumissionnaire.
- Le **cahier des charges et ses annexes**, à titre de document contractuel, dûment paraphé et signé attestant de l'acceptation de ses termes par le soumissionnaire.
- L'attestation des **indicateurs des risques professionnels** délivrée sur le site <https://www.net-entreprises.fr> pour l'établissement intervenant, datée de l'année en cours.
Il est précisé qu'il ne s'agit pas de transmettre l'attestation faisant apparaître le taux de cotisation AT/MP (accidents du travail et maladies professionnelles) de la société intervenante : l'attestation des indicateurs des risques professionnels demandée est celle faisant notamment apparaître les taux de fréquence et de gravité des accidents du travail de la société intervenante pour les trois dernières années connues, en comparaison aux statistiques régionales et nationales.
Le site <https://www.ameli.fr/entreprise/votre-entreprise/compte-atmp/ouvrir-compteatmp> apporte des informations à ce sujet.
La société peut posséder plusieurs codes risque. Le cas échéant, elle doit transmettre l'attestation avec le code risque correspondant aux prestations du marché.
- Pour chacun des sous-traitants envisagés, le soumissionnaire doit indiquer dans son offre le montant et la nature des prestations qu'il envisage de sous-traiter.

Documents à produire ultérieurement (au stade de l'attribution du marché) :

- Attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant que le candidat a satisfait à ses **obligations fiscales et sociales** ou documents équivalents en cas de candidats étrangers, datant de moins de six mois.

4.2.2 - Offre technique :

L'offre technique doit démontrer comment l'organisation mise en place et les moyens techniques, les procédés, les méthodes et les compétences déployées permettront de réaliser les prestations conformément aux prescriptions du cahier des charges.

Point 1 : L'organisation générale, les moyens humains, techniques et matériels

Le soumissionnaire décrit dans son offre **l'organisation mise en place** pour assurer l'ensemble des prestations confiées. En particulier, il doit préciser :

- ✓ l'organisation mise en place (organigramme) : nombre de personnel exécutant et encadrant, qualification, formations du personnel (en adéquation avec les prestations), définition des responsabilités, liaisons et interface avec le CEA, qualifications et références du responsable du marché, ... ;
- ✓ les modalités de remplacement (temps minimum de formation, type de formations dispensées, ...) et/ou binômage du personnel afin de garantir la continuité des prestations et le respect des délais contractuels (délais de reprographie y compris la livraison dans les différents services du CEA) ;
- ✓ l'organisation mise en œuvre en début de marché pour une prise en main efficace des prestations ;
- ✓ les moyens techniques et matériels prévus pour la réalisation de chacune des prestations décrites au cahier des charges,
- ✓ la qualité des matériaux et fournitures utilisés.

Point 2 : Les mesures qualité déployées

Le soumissionnaire détaille les mesures **qualité** déployées et notamment :

- les solutions proposées afin de garantir le respect de chacun des objectifs définis dans le cahier des charges, notamment les indicateurs précisés au §9.3 du cahier des charges,
- les processus utilisés pour assurer la prise en compte, la planification, la réalisation, le suivi, la réception,
- les outils mis en place pour assurer la traçabilité des prestations, le reporting,
- les méthodes et procédures mises en œuvre pour assurer la qualité des prestations,
- les modalités d'évaluation de la satisfaction des clients,
- les mesures prises en cas d'écarts constatés par rapport aux objectifs du cahier des charges,
- les mesures prises pour assurer le respect des procédures imposées par le CEA,
- les mesures prises afin de garantir la continuité de service.

Point 3 : Les dispositions environnementales et sociales

Le soumissionnaire détaille a minima les points suivants prévus pour la réalisation des prestations :

- les dispositions **environnementales** mises en œuvre (cf paragraphe 8.8.1 du cahier des charges) : choix des véhicules, choix des matériels et fournitures, ... ;
- les dispositions **sociales** prévues dans le cadre du marché telles que définies à l'article 8.8.2 du cahier des charges.

Point 4 : Le traitement des données à caractère personnel

Le soumissionnaire devra :

- Compléter l'annexe 3 du projet d'accord-cadre concernant le traitement des données à caractère personnel, et plus particulièrement le § 13.

- Détailler les mesures techniques, de sécurité et organisationnelles mises en place pour assurer la parfaite conformité de la solution proposée aux lois et règlements applicables en matière de protection des données personnelles, notamment au règlement européen 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données (RGPD).

4.2.3 - Offre commerciale :

Le soumissionnaire complètera l'annexe n°2 « Bordereau de prix unitaires » du projet d'accord-cadre comprenant les prix pour chaque prestation, dûment complétée.

Attention : les soumissionnaires doivent impérativement chiffrer l'ensemble des cellules de couleur orange clair de l'annexe n°2.

ARTICLE 5 - REMISE DES OFFRES ET DES CANDIDATURES

5.1 - Date limite de remise des candidatures et des offres

Les dossiers des soumissionnaires, comportant **leur candidature et leur offre**, doivent être remis au plus tard le **14 janvier 2025 avant 16 heures** (délai de rigueur).

Tout dossier déposé après cette échéance sera écarté d'office.

5.2 - Forme de remise des candidatures et des offres

Les soumissionnaires transmettent leur offre via la plateforme de dématérialisation des procédures de passation des marchés du CEA (PLACE) accessible sur l'URL suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr>

Les dispositions à suivre sont indiquées dans l'annexe 1 du présent règlement de consultation.

Il est précisé qu'en cas de remise d'une offre via la plateforme de dématérialisation des appels d'offres du CEA, l'offre (au format .ZIP) ne doit pas dépasser 200 Mo après la compression ZIP.

Copie de sauvegarde

Le soumissionnaire peut envoyer parallèlement une copie de sauvegarde des documents qui ont fait l'objet de la transmission électronique soit sur support papier, soit sur support physique électronique.

La copie de sauvegarde devra être remise dans un pli scellé comportant la mention lisible : « Copie de sauvegarde ».

Elle doit être envoyée dans les délais impartis pour la remise des candidatures et des offres à l'adresse indiquée ci-après :

CEA Grenoble - Service Achats
17, rue des Martyrs - 38054 GRENOBLE Cedex 09
A l'attention de Florence LARUE – Pièce 402D

La copie de sauvegarde sera ouverte :

- lorsqu'est détecté un programme informatique malveillant dans les candidatures et les offres transmises par voie dématérialisée.
- lorsque les candidatures et les offres transmises par voie dématérialisée ne sont pas parvenues dans les délais impartis de remise ou bien n'ont pas pu être ouvertes par le CEA (à la condition que la copie de sauvegarde soit arrivée dans les délais de remise).

ARTICLE 6 - VERIFICATION DES CANDIDATURES ET JUGEMENT DES OFFRES

6.1 - Vérification des candidatures

Le CEA vérifiera que les candidats satisfont aux conditions de participation indiquées dans l'Avis d'Appel Public à la Concurrence objet de la présente procédure, référencé **B24-02256-FL**.

6.2 - Critères de sélection des offres

L'offre du soumissionnaire sera analysée conformément aux critères de sélection pondérés suivants :

- ✓ **Le montant estimatif du marché sur 4 ans** calculé sur la base des conditions tarifaires remises par le soumissionnaire et d'un scénario défini par le CEA **(65%)** ;
- ✓ **La proposition technique**, appréciée sur la base des éléments demandés dans le cadre du § 4.2.2 « Offre technique » :
 - La pertinence de l'organisation, des moyens humains, techniques et matériels déployés, sur la base des éléments demandés au point 1 de l'offre technique **(15%)**,
 - La pertinence des mesures déployées pour assurer la qualité et la traçabilité des prestations **(10%)**, sur la base des éléments demandés au point 2 de l'offre technique,
 - La pertinence des dispositions sociales **(5%)** et environnementales **(5%)**, sur la base des éléments demandés au point 3 de l'offre technique.

A cet effet, le soumissionnaire veillera à bien préciser et/ou développer dans son offre les points concernant ces critères.

Nota : Il est précisé qu'il n'y aura pas de négociation technique et financière après remise des offres au titre du présent appel d'offres.

Le CEA se réserve la possibilité de recevoir les soumissionnaires pour obtenir des explications complémentaires sur leur offre.

ARTICLE 7 - DOCUMENTS RELATIFS AU RESPECT DE LA REGLEMENTATION FISCALE ET SOCIALE A FOURNIR PAR L'ATTRIBUTAIRE DU MARCHE

Conformément aux articles R2143-6, R2143-7 et R2143-8 du Code de la commande publique, l'entreprise retenue par le CEA ne pourra devenir Titulaire du marché qu'à la condition de transmettre avant sa signature et dans le délai fixé par le CEA :

- les pièces prévues aux articles D.8222-5 (cocontractant établi en France) ou D.8222-7 et D.8222-8 (cocontractant établi à l'étranger) du Code du travail, qui sont à produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché et, le cas échéant, la liste nominative des salariés étrangers qui seraient susceptibles d'être employés (articles D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail) ;
- les attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant que le candidat a satisfait à ses obligations fiscales et sociales (Arrêté du 22 mars 2019 fixant la liste des impôts, taxes, contributions ou cotisations sociales donnant lieu à la délivrance de certificats pour l'attribution des contrats de la commande publique).

Dans le cas où l'entreprise retenue ne produirait pas ces documents dans le délai imparti, son offre sera rejetée sans autre formalité.

ARTICLE 8 - RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

Pour toute(s) précision(s) et/ou renseignement(s) complémentaire(s), le soumissionnaire est prié d'utiliser **la plateforme de dématérialisation des procédures de passation des marchés du CEA (PLACE)**

La plateforme de dématérialisation des procédures de passation des marchés du CEA est accessible sur l'URL suivante :

<https://www.marches-publics.gouv.fr>

Les dispositions à suivre sont indiquées dans l'annexe 1 du présent règlement de consultation.

La présente consultation est suivie par :

8.1 - Interlocutrices techniques

Mme Véronique TILLET – Service Logistique et Environnement - Tél. : 04.38.78.02.38 –

Email : veronique.tillet@cea.fr

Mme Sandrine FACHIN – Service Logistique et Environnement - Tél. : 04.38.78.48.13 –

Email : sandrine.fachin@cea.fr

8.2 - Interlocutrices commerciales

Mme Florence LARUE – Service des Marchés et Achats - Tél. : 04.38.78.33.06 – Email :

florence.larue@cea.fr

Isabelle BOREL - Service des Marchés et Achats – Tél. : 04.38.78.13.36 - E-mail :

isabelle.borel@cea.fr

ARTICLE 9 - SUIVI DES FOURNISSEURS

Pour assurer le suivi de ses fournisseurs, le CEA dispose d'un outil d'évaluation relative à l'exécution de ses marchés. Dans ce cadre, le CEA peut être amené à réaliser des audits et/ou à demander des plans d'actions correctives à ses fournisseurs.